

Les familles au bord du burn-out fiscal Un sondage Ifop / AFC exclusif

Les Associations Familiales Catholiques sonnent l'alerte alors que les réformes de politique familiale pèsent de plus en plus sur les familles : abaissements successifs en 2013 puis 2014 du [plafond du quotient familial](#), réforme du congé parental, mise sous conditions de ressources des allocations familiales,...

Après avoir déposé un recours devant le Conseil d'État contre le décret d'application de cette dernière disposition, les AFC ont commandé un sondage exclusif IFOP vérifiant le niveau d'acceptation de ces réformes et leur impact sur le niveau de vie des familles.

Les résultats de ce sondage exclusif Ifop réalisé du 4 au 7 janvier pour les AFC ont de quoi inquiéter :

- une majorité écrasante de Français, soit **79%**, font état d'un profond "ras-le-bol" fiscal en ce début d'année, et **76% de nos concitoyens estiment que la politique fiscale pénalise fortement les familles**. Ce sentiment est partagé par 64% de l'électorat de la majorité gouvernementale ;
- **83% des Français** vont jusqu'à penser que l'une des mesures phares de l'année 2015, à savoir la mise sous conditions de ressources des allocations familiales, n'est que le premier pas vers une **voie d'économie budgétaire à bon compte du système de protection sociale...** puisqu'elle porte en risque son extension à d'autres prestations (assurance maladie par exemple) ;
- les réformes gouvernementales pourraient même avoir un impact direct et menaçant sur l'avenir de la natalité française, dès lors **qu'1 Français sur 2 et 62% des parents de deux enfants ou plus y voient un contexte qui découragerait l'accueil d'un nouvel enfant**. Il s'agit là d'une autre donnée sensible alors que le nombre de naissances en France n'a jamais été aussi bas depuis quinze ans, mettant en danger le renouvellement des générations et l'équilibre de notre régime de retraites.

Les mesures présentées par le Gouvernement sous l'angle de la justice ne sont, in fine, que des mesures d'économies budgétaires **qui ne bénéficient même pas aux familles les plus modestes**, les rendant d'autant plus inacceptables. Et ce d'autant **qu'elles prélèvent directement dans le budget de la branche famille alors même que celle-ci est la seule qui ne soit pas structurellement déficitaire**.

Les AFC n'exigent pas un simple retour au statu quo et en appellent à des choix politiques courageux. La France doit se réformer sans nuire pour autant à **la solidarité, l'équité et la stabilité qui sont les trois principes clé d'une politique familiale pérenne**. En ce sens, elles proposent qu'une véritable loi de programmation familiale soit mise en oeuvre. Au législateur d'animer un vaste dispositif d'écoute et de débat sur le terrain auprès des familles, appuyé par le mouvement familial et aux côtés des partenaires sociaux habituels.

Un débat national d'envergure qui, aujourd'hui, n'existe pas.